

La Presse

1. La Presse. 1839-09-30.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.



PRESSE

Rue Saint-Georges, 16.

INSERTIONS :

1 fr 30 c. la ligne dans l'édition
de Paris et des départements.
1 fr. dans l'édition de Paris
seulement.

ABONNEMENTS :
Un an... 48 fr.
Six mois... 24
Trois mois... 12
Un mois... 5
Les abonnements partent des 1^{er}
et 15 du mois.

MM. les abonnés dont l'abonnement expire le 30 courant, sont priés de le renouveler, et de joindre à leur demande une de leurs adresses imprimées, avec les rectifications qui leur paraîtront nécessaires.

Presse et correspondances étrangères.

Espagne. — Madrid, 21 septembre. — On s'est beaucoup occupé à la Puerta del Sol d'une nouvelle qui est à la fois extravagante, absurde et ridicule. En effet, il paraît, d'après les lettres de Valence, que le chef rebelle Bosque, un des lieutenants du monstre Cabrera, aussitôt qu'il a appris la fuite en France de don Carlos, a fait proclamer par ses troupes Cabrera roi d'Espagne, sous le titre de Ramon I^{er}.

La chambre ne s'est occupée que des pouvoirs des députés; il paraît que quelques membres de la commission des fueros veulent modifier le projet du gouvernement, et mettre à la place des mots, *se confirman*, ceux de *se conservan*. De toutes les manières, quels que soient les changements que l'on apportera au projet du gouvernement, les fueros seront accordés.

Nouvelles d'Orient. — Une lettre d'Alexandrie, en date du 3 septembre, publiée par la *Gazette universelle de Leipzig*, dit que dans la nuit du 2 septembre un courrier extraordinaire de Marasch est arrivé dans cette ville, ayant fait la route en sept jours. Le lendemain, le bruit se répandit qu'une lettre de Hafiz pacha avait annoncé qu'il se rendrait avec le pacha de Koniah dans le camp d'Ibrahim. Cette même nouvelle se trouve mentionnée dans une lettre d'Alexandrie, du 6 septembre, que publie la *Gazette d'Augsbourg*.

Toutefois, le correspondant de la *Gazette universelle de Leipzig* ajoute que le pacha, interrogé sur ce qui était vrai dans ce bruit, avait nié le fait, bien qu'on soit persuadé qu'il l'avait lui-même fait répandre.

D'après la *Gazette d'Augsbourg*, un bateau à vapeur est déjà parti le 6 pour la Syrie, chargé de transporter les deux pachas en Egypte. Enfin, des lettres de Trieste parlent de lettres d'Alexandrie du 7 septembre, qui ajoutent que Hafiz pacha s'est mis d'accord avec les Kurdes, pour se joindre avec eux aux Egyptiens.

Colonies françaises. — Alger. — M. le maréchal-de-camp Rostelan, nouvellement promu, et qui vient de prendre passage sur le bateau à vapeur de la correspondance d'Afrique, va prendre, dit-on, le commandement de Blida et de Coleah.

Guadeloupe. — Un arrêté de M. le gouverneur Jubelin apporte dans le tarif, à l'entrée, des marchandises étrangères, des modifications qui en autorisent l'admission comme suit : boues, pelles et coutelas, au droit de 40 p. 0/0 de la valeur; vins de Madère et de Ténériffe, au droit de 30 fr. par hectolitre; toiles à voile, au droit de 25 fr. par 100 kilogrammes. Le droit de 15 fr. sur le bœuf salé étranger est réduit à 8 fr. par 100 kilogrammes.

Paris, 29 septembre.

Le Commerce et plusieurs autres journaux après lui ont été induits en erreur sur ce qui s'est passé dans une réunion de banquiers tenue chez MM. Hottinguer. Ils se sont surtout trompés sur le but de cette réunion. Voici des détails dont nous pouvons garantir l'exactitude :

Le traité conclu entre douze maisons de banque de Paris et la banque d'Angleterre contenait deux clauses principales : 1^{re} Il stipulait en faveur de la banque d'Angleterre, la faculté de fournir pendant trois mois, par l'intermédiaire de la maison Baring, des traites jusqu'à concurrence de 48 millions (et non 50) sur les maisons signataires de la convention. 2^e A l'échéance des traites, la banque devait avoir la faculté de les renouveler pour trois mois encore. Seulement, les maisons qui ne voudraient pas consentir à ce renouvellement avaient, de leur côté, la faculté de s'y refuser; mais, dans ce cas, elles étaient expressément tenues d'en donner avis à la banque d'Angleterre un mois avant l'échéance des premières traites. Le silence de leur part impliquait consentement formel.

Or, les premières traites ayant été fournies à la date du 2 août, l'é-

chéance devait avoir lieu le 2 novembre. C'était, par conséquent, le 2 octobre qu'expirait le délai laissé aux maisons de banque de Paris pour prendre, non en commun, mais chacune suivant ses convenances particulières, une décision au sujet du renouvellement.

La réunion dont on a parlé n'a eu d'autre objet que de mettre ces diverses maisons en demeure de déclarer si elles entendaient profiter de la faculté qui leur était ouverte par le traité, ou bien si elles voulaient laisser ce traité suivre son libre cours, quant à la clause du renouvellement, comme pour toutes les autres clauses. Il n'y a donc à tirer de ce fait aucune induction défavorable à la banque d'Angleterre. La réunion a eu lieu, non point parce que la banque de Londres serait actuellement dans une position plus ou moins critique, mais tout simplement parce qu'il était indispensable de se prononcer avant le 2 octobre, et que nous sommes à la fin de septembre.

Toutes les maisons, du reste, ont été d'accord pour renoncer à la faculté que le traité leur réservait. En conséquence, aucune notification ne sera faite à la banque d'Angleterre, et ce silence seul suffira pour qu'elle regarde le renouvellement comme accepté.

Quand la banque d'Angleterre a fait l'opération, elle a dû compter sur ces facilités. Car il est évident que, dans l'état où se trouvaient alors et où se trouvent encore les changes à Londres, une latitude de trois mois était tout-à-fait insuffisante pour rétablir l'équilibre entre ce que l'Angleterre doit à l'étranger et ce qui lui est dû. Mais la clause du traité dont il lui est aujourd'hui permis de profiter a pour elle de grands avantages. Comme ce traité date du 27 juillet, et qu'elle a le droit de fournir des traites jusqu'au 27 octobre, c'est-à-dire pendant trois mois, il résulte de cette faculté de renouvellement qu'elle n'aura à faire les fonds de ses premières traites que vers le mois de février, et que, pour les dernières, cette obligation pourra être reculée jusqu'au 27 avril.

Tout fait espérer que durant ce délai, les exportations commerciales et la vente des cotons consignés dans les grands districts manufacturiers, auront mis la banque à même de s'acquitter sans dommage vis-à-vis des capitalistes parisiens. Dans ce cas, son opération aura été d'une grande utilité pour le commerce en général et pour elle-même en particulier.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire en admettant que l'insuffisance de la récolte prochaine en Angleterre rende indispensables de nouvelles importations de blé, alors, par son opération, la banque n'aura fait qu'ajourner ses embarras. Mais ces embarras, quels qu'ils soient, et à quelque genre de moyens qu'on ait recours pour les surmonter, ne pourront jamais aboutir qu'à une perte d'argent pour la banque d'Angleterre. Quant aux engagements pris vis-à-vis des capitalistes de Paris, ils sont dans tous les cas hors d'atteinte. Ainsi, il n'y a aucune inquiétude à concevoir.

On lit dans le Globe du 27 :

« Les directeurs de la banque d'Angleterre étant restés en délibération hier au-delà de l'heure ordinaire, plusieurs bruits d'une nature défavorable ont à l'instant couru. Les uns parlaient d'une nouvelle augmentation de l'escompte qui allait être porté à 7 0/0; les autres d'une émission de billets d'une et de deux livres sterling, etc. Vers deux heures le prix des consolidés a fléchi, et avant trois heures il se faisait à 90, au comptant, et à 90 3/8 pour compte. Quand la cour des directeurs a levé sa séance à trois heures, on a su qu'elle avait délibéré sur une demande de M. Jaudon, agent de la banque des États-Unis, qui a réclamé une assistance temporaire pour mettre cette banque à même de faire face à ses engagements jusqu'à l'arrivée du paquebot à vapeur le *Great-Western*, que l'on attend dans une dizaine de jours avec des remises pour lui. On assure qu'il demandait une somme de 500,000 livres sterling; mais comme il a été reconnu que 100,000 livres sterling suffiraient pour les besoins pendant dix jours, la banque a consenti à lui faire l'avance de cette somme contre ses billets garantis par quelques unes des premières maisons de Londres.

« Ces 100,000 livres lui seront remises en fonds publics qu'il pourra négocier, et l'on évitera ainsi le fâcheux effet qu'aurait produit sur notre place l'émission de 100,000 livres de nouveaux billets. Cette demande de M. Jau-

don avait été rendue nécessaire par le refus de MM. Hope et comp. d'Amsterdam, de lui avancer les sommes qu'ils lui avaient promises lorsqu'ils ont appris que la maison Hottinguer de Paris avait lissé protester les traites fournies sur elle par la banque des États-Unis. M. Jaudon ayant compté sur 2 à 500,000 liv. sterl. de remises de la Hollande, est resté au dépourvu par le non accomplissement de cette promesse. »

La ruine des prétentions dynastiques de don Carlos a jeté une sorte de démeure parmi les organes du parti légitimiste. On sait avec quel respect ils s'exprimaient autrefois sur le compte des gouvernements absolus. Aujourd'hui, ils ne leur épargnent ni les attaques les plus inconvenantes, ni les imputations les plus odieuses. A cet égard, rien ne peut être plus curieux ni plus édifiant que la citation pure et simple de leurs diatribes. Ecoutez l'un d'eux parler des cabinets du nord, et dites-nous ensuite si l'on ne croirait pas entendre un de ces journaux révolutionnaires qui font profession de déverser le mépris sur les monarchies de l'Europe :

« La Prusse, dit la *Mode*, ne s'occupe que de controverse luthérienne et de musique d'opéra; elle a supprimé le subside de don Carlos, pour payer la mise en scène d'un opéra nouveau, et dans le marché qui vient de se faire en Espagne, la Prusse ne soufflera mot, cent mille écus étant donnés pour les épigones de la princesse de Liegnitz. L'Autriche a peur de la guerre; l'odeur de la poudre à canon donne des vertiges à M. de Metterich; et si par hasard il se fâchait relativement à l'affaire de don Carlos, on lui achèterait pour le consoler quelques centaines de bouteilles de vin de Johannisberg à 20 francs pièce. Enfin l'empereur de Russie ne pense plus à don Carlos; les vieilles familles royales lui font ombage; il donne dans le progrès, et s'est épris des idées bonapartistes. Il a supprimé les subsides qu'il envoyait à don Carlos, pour payer les dettes de son gendre, le prince de Leuchtenberg, et le trousseau de sa fille, la grande duchesse Olga. Aujourd'hui les questions de légitimité ne l'inquiètent plus, et il s'intéresse bien moins à don Carlos qu'au grand Turc. »

Il est bon de remarquer que le principal rédacteur de la *Mode* arrive de Bourges où il a été reçu par don Carlos. Ces plaintes amères peuvent donc être considérées comme un écho.

Nous avons publié hier les principales dispositions d'une ordonnance contresignée par M. l'amiral Duperré. Cette ordonnance, bien qu'elle ne réforme qu'incomplètement les vices depuis long-temps signalés dans notre organisation maritime, mérite une entière approbation. Elle paraît avoir été reçue avec reconnaissance dans nos ports de commerce. Voici en quels termes un journal spécial en explique les avantages :

« Une des conditions de l'admission aux examens des capitaines au long-cours, est d'avoir fait, sur les bâtiments de l'état, un service précédemment fixé à un an, mais porté depuis plusieurs années à trente mois. Cette obligation, par elle-même, n'a rien que de convenable et d'utile; car, bien que tous les marins soient susceptibles d'être, à chaque instant, levés pour le service de l'état, il peut arriver qu'un aspirant-capitaine ait acquis les soixante mois de navigation exigés par les règlements, sans avoir été requis pour le service militaire. Or, comme sa qualité de marin l'exempte du recrutement, il est trop juste qu'il paie au pays la dette que tous ses enfants lui doivent. A la vérité, on peut également, étant capitaine, le lever pour être embarqué sur les bâtiments de l'état, mais alors il ne peut être employé qu'en qualité d'officier. De toutes les manières, l'obligation de justifier d'un service qui témoigne de son aptitude et de ses connaissances de la marine militaire, est donc aussi juste en droit qu'indispensable à son instruction et nécessaire pour l'éclairer sur les devoirs qu'il peut être appelé à remplir un jour.

« Jusqu'ici, cependant, cette obligation, dont tous les marins appréciaient la convenance et la nécessité, était pour eux un objet de crainte et de répulsion. Ce n'est qu'avec répugnance et par force qu'ils se soumettaient à cette condition, et nous ne craignons pas de dire qu'elle a été la cause qui a fait renoncer à la navigation beaucoup de jeunes gens que la perspective de ce dur service effrayait.

« Les raisons en sont faciles à comprendre. Les marins qui aspirent au grade de capitaine au long cours ne reculent pas devant un noviciat dont ils connaissent l'utilité; nos meilleurs capitaines sont ceux qui ont

FEUILLETON DE LA PRESSE.

LÉO BURCKART,

DRAME EN CINQ ACTES, PRÉCÉDÉS D'UN PROLOGUE.

PAR M. GÉRARD.

ACTE TROISIÈME.

Cabinet de Léo Burckart. — Une table chargée de papiers.

SCÈNE PREMIÈRE.

MARGUERITE (entrant et regardant de tous côtés) Il n'est pas de retour encore... il n'est pas même revenu ici... Ses papiers... ses livres tout est à la même place, et comme il l'a laissé en partant... Oh! je n'ai pas fermé l'œil de la nuit... ma tête est brûlante... les heures se sont écoulées à l'attendre... et à craindre son retour... Étrange situation que la mienne! Qu'ai-je donc fait pour trembler ainsi... Frantz demande à me voir, à me dire adieu... Frantz est un ami d'autrefois, le seul ami qui me soit resté; et, d'après tout ce qu'il m'a dit, il me semble que je ne puis repousser sa demande... Lisons encore cette lettre... elle est écrite sur le papier même qui lui assigne le rendez-vous fatal dont il me parlait... L'écriture est déchirée, mais il y reste un cachet funèbre... une tête de mort et des poignards en croix, puis des mots latins que je ne puis comprendre... Oh! mon Dieu! les voilà bien ces lignes tracées au crayon!

« Il y a une heure de chaque soirée où votre mari se rend d'ordinaire au château... A cette heure-là, je le sais, vous avez l'habitude de prier dans votre oratoire, dont une porte donne sur le cloître des Augustins. Laissez seulement une clé à cette porte, ordinairement fermée : cela paraîtra, si l'on s'en aperçoit, l'effet d'une négligence, et suffira pour que je puisse parvenir auprès de vous, si vous prenez soin d'éloigner vos gens de cette partie de la maison. Votre honneur sera-t-il rassuré par le choix que j'ai fait d'un tel lieu pour notre entrevue? c'est dans un oratoire, devant Dieu, que je prendrai congé de vous, pour tout jamais peut-être... ce sera la veille du 18 octobre, et c'est ce jour-là même qu'en 1813 je me dévouai à la mort... »

Cette dernière ligne est leur devise à tous! Mon Dieu! ne suis-je pas appelée à détourner Frantz d'une résolution funeste à lui-même, funeste à mon mari? J'irai... Frantz ne demande aucune réponse... j'ai la clé, lorsque la nuit sera tombée, j'ouvrirai cette porte comme pour mieux entendre les chants du cloître... Ah! n'y a-t-il pas une faute dans tout cela?... (Elle sonne un domestique.) Qui fait ce bruit?

LE DOMESTIQUE : Quelques personnes qui attendent monseigneur.

MARGUERITE : Que tenez-vous là?

LE DOMESTIQUE : Le journal de monseigneur.

MARGUERITE : Donnez... (Carl sort.) Monseigneur... quand on l'appelle ainsi, il me semble que c'est un autre que l'on nomme... A monseigneur le conseiller, président de la régence, Léo Burckart... et c'est à tous ces titres qu'il a sacrifié son bonheur, sa tranquillité... qu'il m'a sacrifiée, moi... J'en suis réduite à chercher dans les journaux ceux qui parlent de lui, pour avoir de ses nouvelles... et presque toujours comment le traitent-ils? (Elle lit.) Une alliance entre le prince et la Bavière? ah! mon Dieu... un mensonge sans doute... vendu à l'Angleterre... lui, Burckart... oh! les infâmes! Il me semble que si j'étais à sa place, j'aurais besoin du bonheur de ma famille pour oublier toutes ces calamités... Je m'attends toujours à le voir revenir à moi, le cœur brisé et le front abattu... Revenir à moi!... pourquoi ai-je tressailli à cette idée?... Oh! mon Dieu!... mon Dieu!... ce rendez-vous, c'est une trahison!... Frantz est un cœur loyal, mais il s'abuse lui-même... Je n'irai pas. Pendant qu'il me parlait hier... oh! je vous l'avouerai à vous seul, mon Dieu!... j'étais touchée, ma raison s'égarait par moments... je me suis dit, je crois, que libre, un tel amour m'aurait rendue heureuse... J'ai regretté même un instant que Frantz fût revenu si tard de son voyage... Oh! je ne le reverrai plus... Je n'irai pas. Mais, comme il viendra, lui, comme il ferait peut-être une imprudence, je vais lui écrire... lui dire tout ce que j'ai pensé... et, pour plus de sûreté encore, j'irai passer la journée chez Diana... Oh! mon Dieu! mon mari m'a défendu de la voir... mais pourquoi? Il y a autour de moi bien des choses inexplicables, des secrets terribles... Il faut tout de suite écrire à Frantz... (Elle écrit.) Je sens en moi-même que je fais bien!

UN DOMESTIQUE (annonçant) : Madame la comtesse Diana de Waldeck.
MARGUERITE : Elle! et je n'ai pas songé... Je n'y suis pas!

SCÈNE II.

MARGUERITE, DIANA.

DIANA (entrant) : Tu n'y es pas?

MARGUERITE : Oh! pardon... j'ignorais...

DIANA : Au reste, ma visite n'était pas pour toi, mais pour ton mari.

MARGUERITE : Il est à la résidence.

DIANA : Je le sais... et je viens l'attendre ici...

MARGUERITE : Il a travaillé toute la nuit avec le prince.

DIANA : Oui... et leur travail a déjà porté ses fruits... La ville tout entière est en tumulte. Il s'agit de choses vraiment sérieuses, de conspirations, de complots... Les Universités devaient se révolter demain, dit-on, pour l'anniversaire de la bataille de Leipzig, le 18 octobre. Tout était prêt; et,

comme elles comptaient sur les anciens soldats de la landwerth, on a ordonné un désarmement général.

MARGUERITE : Oh! mon Dieu, mon Dieu! comment tout cela finira-t-il?

DIANA : Bien, il faut l'espérer. Dis-moi, tu as vu Frantz, hier?

MARGUERITE : Moi! oui... un instant... je crois.

DIANA : Le recevras-tu aujourd'hui?

MARGUERITE : Pourquoi cette question, Diana?

DIANA (avec intention) : Mais elle est bien simple et bien naturelle, ce me semble... Frantz est notre ami... le tien surtout, maintenant...

MARGUERITE : Oui; mais... mais je ne le vois pas... Je le rencontre comme cela par hasard.

DIANA : J'en suis fâchée... j'aurais voulu, par un intermédiaire, lui faire parvenir un avis, que je ne puis lui donner moi-même... C'est peut-être une trahison de ma part... mais, peu importe.

MARGUERITE : Une trahison?... mon Dieu, qu'y a-t-il donc?... tu m'effraies...

DIANA : C'est inutile... si tu ne dois pas le voir...

MARGUERITE : Mais enfin... Je le verrai peut-être : on peut lui écrire.

DIANA : Il n'est pas chez lui.

MARGUERITE : Comment le sais-tu?

DIANA : Oui... il paraît qu'il est compromis dans toutes ces conspirations... qu'il fait partie d'une société secrète... tu sais bien...

MARGUERITE : Mon Dieu!

DIANA : Et je voulais lui dire de ne pas rentrer chez lui, de quitter la ville...

MARGUERITE : Je m'en charge. (Elle froisse et déchire la lettre qu'elle écrivait à Frantz.) C'est-à-dire... si je le vois, moi; je ne sais où je pourrai le voir... Silence... on vient par cette galerie... C'est Léo, sans doute... oui... le voilà... enfin...

SCÈNE III.

Les mêmes, LÉO.

MARGUERITE : Oh! comme tu es pâle et défilé... mon Dieu!

LÉO : Rien... de la fatigue... voilà tout. (Apercevant Diana.) Pardon, madame...

DIANA (à Léo) : J'ai besoin de vous parler à vous seul.

LÉO : Je le pensais aussi... Laissez-nous, ma bonne Marguerite; j'irai chez toi tout à l'heure.

(Marguerite sort.)

SCÈNE IV.

DIANA, LÉO.

DIANA : Vous devinez ce qui m'amène, monsieur.

LÉO : A peu près...

passé par toutes les épreuves; mais, s'ils s'y soumettent volontiers comme à une nécessité, ils préfèrent en général le faire à bord d'un navire marchand, auquel ils ne sont liés que pour un voyage, et sur lequel, d'ailleurs, ils obtiennent plus facilement quelque adoucissement à leur situation subordonnée. Ils espèrent ainsi avec raison s'habituer au régime de la mer, et se mettre en état de supporter avec plus de facilité les privations et les traitements qui les attendent. Ce n'est donc qu'après quelques campagnes, et souvent après avoir rempli déjà les fonctions d'officier, qu'ils pensent à faire leur service et se dirigent vers un port de guerre.

Arrivés là, ils sont embarqués en qualité de matelots sur un bâtiment de haut bord, et soumis au régime commun; or, on conçoit que des jeunes gens qui déjà ont fait quelques études, ont quelque instruction et qui, pour leur avenir, ont besoin d'étudier encore, sont entièrement déplacés dans la société qui les entoure, et qu'obligés de suivre la discipline régulière du bord, ils ne peuvent disposer, pour se livrer à des occupations personnelles, d'un temps tout employé par des travaux manuels dont la monotonie ne leur apprend rien. De plus, comme les grades ne s'acquiescent que par le service, il arrive souvent qu'ils rencontrent à bord des navires de guerre des matelots qui ont été sous leurs ordres au commerce, et qui là, en vertu d'un galon de caporal, leur font amèrement sentir que l'autorité a changé de maîtres.

Ce n'est pas tout; leur emploi de matelot les place à une si grande distance des officiers et du gaillard d'arrière, qu'ils ne peuvent que difficilement profiter pour leur instruction des manœuvres qu'ils exécutent. Confondus parmi la foule des matelots, ils sont entraînés à prendre leurs habitudes et leur caractère. — Les meilleures natures sont absorbées par le milieu dans lequel elles vivent. — Ils ne sont pas connus des officiers, qui n'ont aucune raison de les distinguer, et quand plus tard, capitaines, ils sont obligés d'avoir des rapports avec les bâtiments de l'état, il n'existe entre eux et les commandants d'autre lien que le souvenir de leur abjection momentanée et les rancunes qu'ils ont pu amasser contre les supérieurs trop éloignés d'eux.

Aussi, le vice de cette fausse position a-t-il excité une certaine antipathie entre les officiers des deux marines, antipathie qui s'est manifestée en plusieurs occasions, où trop de hauteur d'une part, trop de raideur de l'autre, la faisaient éclater. Depuis un certain temps, cependant, et il faut le dire, grâce aux instructions du gouvernement, qui ont amené des communications plus fréquentes, ces sentiments ont fait place à d'autres. Les services rendus par la marine de guerre au commerce, en excitant la gratitude des marins marchands, les ont portés à se défaire d'une partie de leurs préjugés. De nouveaux liens s'établissent tous les jours, et nous ne doutons pas que l'ordonnance n'ait pour effet de les resserrer encore.

Il y a quelques semaines un article fut publié dans le *Corsaire*, à la suite duquel M. Emile de Girardin, accompagné d'un de ses amis, se rendit dans les bureaux de ce journal. La personne qu'ils y trouvèrent répondit à leurs interpellations que le rédacteur en chef du *Corsaire* était à la campagne; elle leur assura qu'il n'y avait, de la part de la rédaction du *Corsaire* contre la rédaction de la *Presse*, aucun système prémédité d'agression, que désormais il ne se rencontrerait plus dans ses colonnes aucune personnalité injurieuse; ces attaques cependant se sont renouvelées, et aujourd'hui encore le *Corsaire* s'en permet une, que cette fois la *Presse* ne saurait laisser sans représailles.

Mais d'abord ce qu'il importe de bien établir, c'est que le *Corsaire* n'a à se plaindre d'aucune attaque directe ni indirecte de la *Presse* contre lui; donc celle qu'il se permet n'a lieu qu'en vertu du droit qu'il s'arroge, au nom de la liberté de la presse, de prodiguer à qui lui déplaît l'insulte, la diffamation et la calomnie.

Cela parfaitement établi, il est bon qu'on sache que ces professeurs de morale en injures ont juste autant de courage que d'esprit, et que pour leur faire faire dix lieues à reculons, il suffit de leur montrer la pointe d'une épée, plaisir que s'est donné tout récemment un jeune écrivain de nos amis. Que le *Corsaire* n'ait trouvé d'autre nom à mettre au bas de sa feuille que celui d'un repris de justice, Balmossière, condamné pour vol en 1836 par la cour d'assises de la Seine, cela n'a rien qui surprenne; mais ce qui étonne, c'est qu'il ait pour rédacteur en chef un avocat à la cour royale de Paris!... M. Virmaitre. Ce qui n'est pas moins étrange encore, c'est que lorsqu'on a assumé sur soi la responsabilité de la rédaction d'un tel journal, on fasse constamment répondre à ceux qui se présentent dans les bureaux que le rédacteur en chef est à la campagne. La réponse varie peu. On nous l'a faite aujourd'hui pour la troisième fois.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Bayonne, 28 septembre.

Le chef du service maritime à M. le ministre de la marine.

Le commandant Mathieu m'écrit que M. Laffitte a reçu, le 27, la nou-

velle que la commission, nommée par les cortès pour l'examen de la question des fueros, s'est prononcée, à une grande majorité, pour leur maintien.

Nouvelles et faits divers.

On écrit de Fontainebleau, 28 septembre :

• LL. MM. ont reçu à midi M. le général et Mme d'Astorg, le maire de Fontainebleau et les dames des principaux habitants de la ville qui leur ont été présentés par M. le préfet de Seine-et-Marne.

• MM. le garde des sceaux, le comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche; de Brignolle, ambassadeur de Sardaigne, l'internonce du pape, le maréchal Molitor, le comte et la comtesse de Saint-Mauris, le général Pajol, le baron Pasquier, le comte de Médon, chargé d'affaires de Russie; le baron d'Arnim, envoyé extraordinaire et ministre de Prusse; le duc et la duchesse Decazes, le duc de Castries et le ministre de la guerre sont arrivés dans l'après-midi au château de Fontainebleau.

• Les ducs de Nemours et d'Aumale, accompagnés du général Colbert, de M. Larnac, et de deux officiers d'ordonnance, sont arrivés au palais de Fontainebleau à trois heures dix minutes, venant du camp. LL. AA. RR. sont reparties à neuf heures et demie.

• M. le préfet de Seine-et-Marne et l'évêque de Meaux ont eu l'honneur de dîner avec LL. MM.

— Le duc de San Lorenzo, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris sous le règne de Louis XVIII, a traversé Bordeaux, allant à Madrid. Il avait émigré à l'époque de l'insurrection de La Granja.

— Les journaux de Bourges annoncent que don Carlos se fait dire tous les jours la messe dans son hôtel; une chapelle a été improvisée à cet effet dans un des appartements. et M. l'archevêque s'est empressé d'y faire porter tous les objets nécessaires à la célébration du culte. On pense que le service de sa chapelle particulière n'empêchera pas le prince d'assister aux offices de la cathédrale les dimanches et jours de fêtes; car, ces jours-là, il est dans l'habitude d'entendre deux messes.

On assure qu'il est interdit à don Carlos et aux membres de sa famille de sortir de l'enceinte de la ville. Leur séjour à Bourges a nécessité quelques mesures extraordinaires de police. Nous avons déjà annoncé l'arrivée d'un commissaire spécial.

Un renfort de gendarmerie est arrivé mardi dernier. Les maîtres de poste ne doivent délivrer des chevaux que sur le vu d'une autorisation de M. le préfet. L'exhibition des passeports sera vigoureusement exigée aux portes de la ville, et toutes les fausses portes doivent, dit-on, être tenues fermées.

La *Gazette du Berry* dit que, parmi les personnages qui se proposent de visiter don Carlos on cite le prince Paul d'Artemberg.

— Le *Messenger* annonce que M. Jacquinet-Godard, président de chambre à la Cour royale, va être appelé à succéder à M. Voisin de Gartempe.

Trois candidats étaient sur les rangs pour remplacer M. Godard : MM. Poultier, Brisson et de Montmerqué. M. Roussigné, vice-président au tribunal civil, remplacerait celui des trois candidats qui serait choisi, et serait remplacé lui-même par M. Barbou, juge, auquel succéderait M. Geoffroy-Château.

— Quatre-vingt-quatorze régiments ont adressé à l'administration de la guerre des travaux d'études topographiques, savoir : 63 régiments d'infanterie et 31 de cavalerie; 501 officiers et 217 sous-officiers ont pris part aux travaux; 9 officiers d'infanterie et 2 de cavalerie ont mérité des témoignages de satisfaction; 41 officiers, 16 sous-officiers d'infanterie et 14 officiers de cavalerie ont obtenu des encouragements.

— Il y a toujours de grands travaux à l'Hôtel-Dieu, qui cède la place à de beaux quais, l'honneur de la ville. L'hôpital ne perdra rien à cela : il y gagnera, au contraire, de l'air et une eau plus abondante et plus pure.

— Le célèbre peintre anglais John Martin, cet homme qui fait si noir et dont on admire les inventions nébuleuses, a terminé un tableau qui représente le couronnement de la reine Victoria. Dans ce tableau, la jeune reine est occupée à ramasser le comte de Ross qui fait un faux pas.

— Bruxelles et La Haye sont encore une fois en rivalité. Bruxelles a en ce moment une exposition de tableaux qu'elle dit fort belle, et voici que La Haye ouvre un salon d'exposition dans un monument nouveau consacré aux beaux-arts par la régence de cette ville; déjà l'on qualifie de chefs-d'œuvre plusieurs morceaux qui y sont exposés, et, entre autres une toile de Kockkoek, ainsi désignée au livret : *Vue de bois étoffée de détail*. Les noms de Decamps, de Brascassat, de Gudin, de Tanneur, figurent au livret.

— M. Gustave Magnant, propriétaire-gérant du *Populaire royaliste*, qu'un grand nombre de jugements et d'arrêts frappaient de condamnations, qui se montaient à quatorze années de prison et à plus de 10,000 fr. d'amende, vient, par ordonnance royale en date du 25 septembre, d'obtenir remise pleine et entière de toutes les condamnations corporelles et pécuniaires prononcées contre lui, pour défaut de cautionnement et d'observation des ordonnances. M. Magnant était, depuis six semaines, réintégré dans la prison de Sainte-Pélagie, où l'huissier des mains duquel il s'était échappé, un mois auparavant l'aurait fait écrouer de nouveau.

— Un superbe *Bonapartia juncea filamentosus*, se trouve en ce moment en fleurs dans les serres de Mme de la Woestyne, à Wendegem-lez-Gand. Cette plante remarquable, dont la tige a quatorze pieds d'élévation, est ornée d'au moins 400 boutons.

— On croyait mortes les sociétés en commandite par actions, on se trompait. Il vient de s'en former une pour l'exploitation de la réforme électorale. (Voir les publications légales.)

— M. de Montgallé, lieutenant-colonel au 8^e de ligne, récemment nommé colonel au 31^e de même arme, en garnison à Lyon, est mort à Briançon le 18 septembre, à la suite d'une courte maladie.

— On s'est ému à Rochefort d'un drame où l'amour a joué un grand rôle, et qui devait avoir pour dénouement la mort de deux victimes. L'une d'elles a pu s'y soustraire. Un jeune homme, qui comptait à peine vingt-trois ans, cuisinier à bord du navire l'*Alecyon*, s'était épris d'une passion violente pour une fille, cuisinière aussi, mais qui ne répondait que par des dédains à l'amour qu'elle avait inspiré. Ce malheureux, dans son égarement, attendit, armé de deux pistolets, la jeune fille. Il lui destinait une balle, il se réservait l'autre. Par bonheur, elle ne vint pas, et, lassé d'attendre, n'écoulant plus que son désespoir, il s'est fait sauter le crâne.

— Une partie de la Chaussée du Simplon a été détruite par le Rhône. Les dépêches ne nous parviennent qu'en faisant un détour. La circulation entre Lyon et Genève a été aussi interrompue. Le pont qui est à l'entrée du fort l'Ecluse s'est écroulé avec un grand fracas. Le génie a jeté un pont volant pour le passage des voitures. Il paraît que, sur la route du St-Gothard les sinistres n'ont pas été moins grands. Les lettres du Tessin et d'Uri reproduisent les mêmes circonstances qui ont signalé la grande inondation de 1834.

— On lit dans une lettre de Philadelphie du 2 septembre :

• Une maladie épidémique, ressemblant au choléra, a éclaté à la Pointe-Claire, dans l'île de Montréal. Vingt-deux personnes y sont mortes la semaine dernière.

• La prison de Sackett-Harbour, dans l'état de New-York, a été forcée, et trois personnes accusées d'avoir violé la neutralité américaine dans le Canada, ont été mises en liberté.

• A Vincennes, deux ecclésiastiques, qui prêchaient en faveur de l'abolition de l'esclavage, ont été presque noyés et assassinés par la population.

• Deux nègres de Warren, dans l'état d'Ohio, qui avaient insulté deux dames par des propos grossiers et des propositions malhonnêtes, ont été attachés à un arbre et ont subi un châtiement des plus terribles.

• Tout le monde, aux États-Unis, blâme ces deux déplorables applications de la loi de Lynch.

— Un magnétiseur demande dans les *Petites Affiches* un individu somnambule pour faire des expériences.

— On annonce pour ce soir à l'Opéra-Comique la 4^e représentation de la *Reine d'un Jour*, ce délicieux ouvrage d'une exécution si remarquable, et qui nous a révélé dans M. Masset, le débutant, l'une des plus belles voix de ténor que l'on ait encore entendue sur nos théâtres lyriques de Paris.

Le *Siècle* publie aujourd'hui la fin de la lettre de M. de Balzac :

J'irai plus loin. N'est-il à lui que les trente mille francs de sa charge et de son cautionnement, son mobilier et ses créances sur ses clients, un jeune homme, dans cette situation, était un excellent parti pour mademoiselle Alcazar. Mais l'évaluation de la fortune de Peytel donnée par M. Roselli-Mollet n'est pas fautive comme l'accusation le prétend. On ne cède-rait pas le seul domaine de Montranchin (30 hectares 34 ares 70 cent. en vignes, prés, champs et bâtiments considérables) pour 90,000 fr. D'ailleurs, M. de Montrichard, qui présentait Peytel avec un excès d'empressement, n'était pas si loin de Mâcon qu'il ne pût vérifier la valeur des propriétés. Puis madame Alcazar a prouvé qu'elle savait très bien défendre les intérêts de sa fille, s'il faut en rapporter à la manière dont elle entend les siens. Allons au fond des choses. La famille Alcazar n'a pas eu la moindre répugnance pour Peytel, elle a parfaitement cédé devant ses exigences, il n'y a rien eu de subreptice au contrat.

Les discussions (la correspondance en fait foi) se sont prolongées pendant une quinzaine de jours. Les difficultés opposées à Peytel, s'il y en a eu, s'interjetaient infiniment mieux aux yeux des gens du monde et des observateurs, par un secret désir de lui donner Félicie pour femme, puisqu'il la demandait, que par une répugnance de la famille pour Peytel. Félicie a pu manifester de l'aversion; madame Alcazar, jamais. Des gens d'esprit ne peuvent pas admettre sans discussion les prétendus partis entre lesquels il y avait à choisir pour Félicie. Des gens de justice ne sauraient, à cet égard, être au-dessus de l'intelligence des gens du monde. S'il y avait eu à choisir, et que Félicie Alcazar eût prévu tant de malheur avec Peytel, elle pouvait bien se marier avec un des autres prétendants que l'accusation n'a jamais nommés : elle n'a été discrète qu'en cet endroit. L'attitude de Peytel n'a rien eu qui annonçât l'inquiétude de ne pas être accepté. Quand il est question du contrat de mariage, il s'agit de savoir s'il se fera sous le régime dotal, comme celui de M. de Montrichard, ou sous le régime de la communauté, comme celui de M. Broussais. Madame Alcazar se détermina, d'accord avec son futur gendre, pour la communauté, d'après une remarque qui lui fut soumise et par laquelle il lui fut démontré que la clause relative aux bénéfices de la communauté qui devaient appartenir au survivant était essentiellement favorable à sa fille, qui avait plus à attendre de Peytel que de sa femme. Je suis en mesure de prouver ce que j'avance ici, par lettre et par témoignage. L'accusation orale et l'accusation écrite ont étrangement torturé ces faits. Dans l'acte d'accusation, il s'agit d'un contrat dénaturé, signé de confiance par une famille plus tard indignée d'une surprise faite à sa bonne foi. L'accusation a écrit, à l'imprimé, a soutenu, a répété à l'audience : « Les clauses de la communauté et du préciput ont été évidemment glissées par Peytel sans l'assentiment de la famille et à l'insu du notaire. »

Il n'est pas à Paris un seul notaire capable de se prêter à une pareille supercherie ni de la laisser commettre. Et cette supercherie aurait eu lieu chez M. Perrin, le notaire de la famille Alcazar, à qui Peytel était inconnu! soufferte par M. Perrin, devenu, ses clercs ou lui, complices d'un étranger!

DIANA : Je viens vous faire une seule question.

LÉO : J'écoute.

DIANA, remettant un journal à Léo : Croyez-vous que ce journal soit ordinairement bien renseigné?

LÉO : Mais... oui, madame.

DIANA : Eh bien! veuillez me dire ce que vous pensez de ce passage.

LÉO, lisant : « Les deux voix de la Bavière ont été données à condition que le prince Frédéric épouserait la grande-duchesse Wilhelmine. » Ce que j'en pense, madame, c'est qu'il y a jusque dans les conseils les plus secrets des espions et des traitres.

DIANA : Ainsi donc c'est vrai... ainsi cette nouvelle vous ne la démentez pas?

LÉO : La démentir serait une insulte pour un pays dont l'appui nous est nécessaire; d'ailleurs, il est dans mes principes politiques, madame, de ne jamais tromper... un mensonge doit-il être utile à la cause que je sers.

DIANA : Ainsi, monsieur, vous m'avouez à moi que ce bruit... cette nouvelle a quelque consistance.

LÉO : A vous, madame, à tout le monde, et à vous peut-être plutôt qu'à tout le monde encore; car je sais combien les vrais intérêts du prince vous sont chers.

DIANA : Donc cette alliance... vous croyez qu'elle se fera?

LÉO : Je l'espère.

DIANA : Mais... mais le prince m'aime, vous le savez bien.

LÉO : Je le sais depuis mon retour seulement... Son altesse me l'a dit elle-même.

DIANA : Ah! il vous l'a dit.

LÉO : Hélas! qu'est-ce que cela prouve?... Puisque vous me forcez de parler politique avec vous, madame, je vous dirai que la raison d'état n'a pas de cœur... Les princes, vous le savez bien, ne se marient pas; ils s'allient... Heureux encore ceux que la diplomatie n'est pas venue fiancer au berceau, et qui ont eu le temps de goûter d'un amour libre et mutuel.

DIANA : Très bien! et j'aurais dû m'attendre à tout cela... Voilà comme vous me remerciez de ce que j'ai fait pour vous...

LÉO : Peut-être vous ai-je de grandes obligations, madame; et alors je vous ferai un reproche, c'est de me les avoir laissés si longtemps ignorer.

DIANA : Vous êtes oublieux, monsieur... c'est une des qualités des fortunes qui s'élèvent vite, que de ne plus se souvenir de ceux qui ont aidé à leurs commencements.

LÉO : Oh! je crois vous entendre, madame... vous voulez parler du jour où le prince est venu chez moi.

DIANA : Qui l'y a conduit?... Voyant le désespoir de votre famille, les

larmes de Marguerite... qui a été le chercher? Ah! vous avez cru qu'il était venu de lui-même et pour admirer l'auteur pseudonyme de quelques articles de journal ou de pamphlets obscurs... La prétention est orgueilleuse, et pourtant elle ne m'étonne pas.

LÉO : Madame, je suis bien aise d'apprendre ce que je vous dois... Pardonnez-moi de ne vous en avoir aucune reconnaissance. Je n'ai vu dans ma mission qu'une tâche rude à accomplir, et j'aspire au repos auquel j'aurai droit après l'avoir finie. Seulement, je vous crois ici plus injuste envers le prince qu'envers moi-même, et j'aime à penser que vous n'avez fait que lui indiquer ma demeure... Hélas! je lui ai plus donné qu'il ne m'a rendu! et, dans ce haut rang où il m'a placé, je me vois moins puissant que je ne l'étais avant d'y atteindre. (Il va à la table.) Cette plume, madame, était un sceptre plus réel que le sien... et j'ai peur, en la reprenant, d'avoir usé le prestige!

DIANA : Ainsi, c'est une guerre déclarée entre nous, n'est-ce pas?

LÉO : Dans laquelle je vous laisserai tout l'honneur de l'attaque et tout l'orgueil de la victoire.

DIANA : Monsieur... adieu. (Léo la reconduit jusqu'à la porte. — Le chevalier se présente.)

SCÈNE V.

LÉO, LE CHEVALIER.

LE CHEVALIER : Enfin vous êtes seul, monseigneur.

LÉO : Vous attendiez depuis long-temps, monsieur?

LE CHEVALIER : Oui, monseigneur.

LÉO : C'est bien... Passez dans votre cabinet, et ouvrez la correspondance.

LE CHEVALIER : Monseigneur ne me demande pas si j'ai réussi.

LÉO : En quoi?

LE CHEVALIER : Mais dans mon entreprise d'hier.

LÉO : Laquelle?

LE CHEVALIER : Monseigneur se rappelle que je lui ai demandé la permission...

LÉO : Eh bien! je vous l'ai donnée.

LE CHEVALIER : Que je lui ai montré un homme...

LÉO : Je ne me souviens pas.

LE CHEVALIER : Eh bien!... cet homme... monseigneur... c'était un de mes amis.

LÉO : Un de vos amis?...

LE CHEVALIER : Oui, un frère des sociétés secrètes.

LÉO : Vous êtes de ces sociétés, monsieur?

LE CHEVALIER : Je vous l'ai dit, je m'en suis fait recevoir... pendant

que je travaillais au journal... et que nous faisons de l'opposition ensemble, monseigneur.

LÉO : Je croyais que vous y faisiez de la science, et moi de la politique.

LE CHEVALIER : C'est cela... Et dans mes courses archéologiques j'allais visiter les vieux châteaux de l'Italie, de la Saxe, de la Souabe. Là, de temps en temps, nous trouvions dans les ruines une vingtaine d'amis amateurs comme moi d'antiquités... puis, par occasion, nous parlions de politique... de sorte que, comme je l'ai dit à votre excellence... je suis affilié à tout... Je suis carbonaro en Italie; ici, membre de la jeune Allemagne.

LÉO : De sorte...

LE CHEVALIER : De sorte qu'au moment où il allait partir pour Heidelberg, où il portait le plan de la conspiration, j'ai avisé une de mes anciennes connaissances; il était un peu animé déjà par un certain nombre de coups de trier... Je l'ai décidé à venir à la cour. Le punch et le vin du prince l'ont achevé! A cette heure il dort en prison, grâce à mes soins; et dans les poches de l'habit qu'il a quitté chez moi, il y avait ce paquet...

LÉO : Et la chose s'est passée ainsi que vous me le dites?

LE CHEVALIER : Tout-à-fait.

LÉO : Vous ne vous vantez pas?

LE CHEVALIER : En aucune manière.

LÉO : Vous étiez affilié à ces sociétés secrètes?

LE CHEVALIER : Je le suis encore.

LÉO : Vous avez enlevé cet homme pour lui prendre ces papiers.

LE CHEVALIER : J'ai complété seulement son état d'ivresse.

LÉO : Et cet homme sait que vous m'appartenez, que vous êtes mon secrétaire? Cet homme croira que vous avez agi par mes ordres...

LE CHEVALIER : Il ne s'en doutera pas, monseigneur... Il croira avoir perdu les papiers...

LÉO : Mais s'il s'en doute, monsieur... Savez-vous bien que vous avez compromis mon nom... un nom que j'avais juré de conserver pur... un nom que vous venez de tremper dans votre...

LE CHEVALIER : Pardon, je croyais avoir bien fait, monseigneur.

LÉO (se contenant, à part) : Allons, voilà que j'allais me faire un traître avec un lâche! (Haut.) Vous allez trouver le directeur avec un mot de moi.

UN DOMESTIQUE : Monseigneur...

LÉO : J'avais défendu qu'on fit entrer personne.

LE DOMESTIQUE : Son Altesse royale monseigneur le prince régnant.

LÉO (au Chevalier) : Passez dans votre cabinet, monsieur, et réunissez-y vos papiers avant de quitter l'hôtel.

(La suite à demain.)

Et l'on ne s'est pas arrêté devant la déposition de M. Perrin, tant l'accusation tenait à dire : C'est le jour du mariage que le crime a été conçu, et en signant son testament, Félicie signa son arrêt de mort !

Sera ce abus de mes droits d'écrivain que de flageller par des chiffres irréconciliables un réquisitoire qui, en accusant un notaire d'avoir laissé dénaturer un acte, lu, en présence de témoins, en arrive à dénaturer lui-même les conséquences de cet acte ? Peytel tue sa femme pour entrer en possession de la fortune qu'il lui donnait le testament. Eh bien ! après vous avoir édifié sur les fortunes respectives des deux époux et sur la manière dont le contrat fut dressé, maintenant examinons, comme le feraient deux vieux notaires, les effets de ce testament, afin d'évaluer au plus juste les bénéfices que Peytel retirait de ses prétendus crimes.

Mme Peytel possédait ses trois mille francs de trousseau. Peytel avait fait vendre, pour en mieux employer le capital, la rente sur le grand-livre, qui avait produit quarante-trois mille six cent quatre-vingt francs. On lui a fait un reproche d'avoir vendu cette rente pendant la minorité de sa femme, ce qui était un moyen pour lui, qui pouvait la vendre sans contrôle à la majorité, d'appeler l'attention d'un conseil de famille. On l'a blâmé de s'être entouré des plus grandes garanties possibles. Ah ! s'il avait éprouvé de la résistance pour cette vente et qu'il eût tué sa femme devenue majeure, quelques jours après lui avoir fait vendre ses rentes, l'accusation aurait là une charge terrible ; mais non, Peytel a recherché pour cette vente le mode judiciaire qui voulait les plus minutieuses formalités. Continuons.

Félicie Alcazar possédait encore 8,475 fr. 52 centimes dans la créance de 40,000 fr.

Item, quatre mille trois cents francs de maison à réaliser à Gibraltar.

Item, un quart dans les trois quarts de la succession Alcazar, provenant de la succession de leur sœur décédée, évalué à 10,505 fr. 11 centimes.

En tout, soixante-dix mille quatre cents francs quatre-vingt-treize centimes. La créance de dix mille francs sur l'Anglais est définitivement perdue.

Sur ce total, il faut déduire 795 francs payés à Mme Alcazar pour reliquat d'un compte de tutelle, où la moindre course en fiacre est comptée. La mère, qui n'a pas fait présent à sa fille de cette petite somme, serait femme à laisser insérer des clauses par supercherie dans un contrat ? Décidément l'accusation connaît peu les caractères.

Reste donc 69,245 francs 25 centimes. D'après nos lois, il revient aux ascendants dans la succession d'un enfant mort sans postérité une portion réservée à la ligne ascendante et indisponible, Peytel le notaire ne l'ignorait pas. Déduisons cette portion fixée à un quart, qui revient à Mme Alcazar et s'élève à 17,311 francs 49 centimes. La fortune convoitée par Peytel au moyen du testament paraît donc s'élever à cinquante et un mille neuf cent trente-quatre francs cinquante centimes. Je me sers de cette expression dubitative avec raison. Par son contrat de mariage, Peytel avait la jouissance des fameuses donations réciproques, soi-disant intercalées subrepticement par lui. En regard à son âge, cette jouissance peut s'évaluer à 47,933 fr., suivans les calculs de la table de mortalité. La part dont Félicie disposait par son testament allait donc à la moitié de 17,311 fr. 49 c. Suivant l'accusation, Félicie aurait donc été assassinée pour huit mille trois cent onze francs quarante-huit centimes et demi !

Mais, pour comble d'absurdité, remarquez que les avantages du testament sont nuls. Peytel doit s'en tenir à son contrat de mariage. Ce contrat lui assure la jouissance du tout, sans être tenu de donner caution ni de faire emploi, attendu sa portion de biens au soleil à Mâcon, il n'avait qu'à rendre 17,314 fr. 49 c. à sa belle-mère. Il était bien plus héritier par son contrat de mariage que par le testament. Si vous admettez un peu trier par calcul, et que ce meurtrier soit un notaire, au moins faut-il le faire conséquenter avec sa propre science, avec les titres du code qu'il est obligé de mettre en action tous les jours, et d'expliquer à ses clients. Pour tuer sa femme, Peytel doit attendre qu'elle lui rapportait tout ce qu'elle pouvait lui rapporter. Trois mois et demi plus tard, sa femme grosse eût accouché d'une fille dont la naissance privait madame Alcazar de sa portion réservée, et assurait à Peytel le quart de la fortune de madame Alcazar, comme tuteur de sa fille.

Dans le cas qui nous occupe, Peytel aurait choisi pour tuer sa femme le moment précis où elle lui rapportait le moins ! Et l'accusation en fait un profond éclat, qui réve le crime en signant son contrat de mariage, et dont elle doit dire en pleine audience : « Le lieu, le temps, les moyens, il a tout habilement disposé ! » Et ce profond éclat aurait commis un meurtre pour s'assurer les bénéfices d'un testament qui lui donnerait moins d'argent que son contrat de mariage lui en assurait. De quel nom appelleraient-ils ces non-sens judiciaires ? Pourquoi ces paroles : « Le jour où Félicie signa son testament, elle signa son arrêt de mort ! » Le testament est donc inutile et l'accusation doit s'en tenir à prétendre que Peytel a tué sa femme pour recueillir les bénéfices du contrat. Mais, en admettant que les motifs du crime sont uniquement dans le contrat, le meurtrier cupide, qui suit si bien choisir son temps, aurait toujours commis une absurdité morale en tuant sa femme au pont d'Andert. Trois mois et demi plus tard, en la tuant avec succès, il y gagnait près de soixante mille francs, composés des 17,311 fr. 49 cent. qu'il n'aurait pas eu à donner à l'aïeule de son enfant pour la portion réservée aux ascendants, et de la fortune de sa fille, dont il aurait eu la jouissance pendant dix-huit ans, laquelle peut bien s'estimer à quarante mille francs.

Aussi le meurtre commis par Peytel sur sa femme, au lieu d'être le résultat des plus perfides combinaisons, serait le sublime de la bêtise. Peytel mériterait deux fois la mort, comme un infâme meurtrier et comme le plus grand sot de la France. L'accusation avait comme nous à sa disposition le contrat de mariage de Peytel où sont tous les éléments du compte que nous faisons, elle n'ignore pas les règles de l'arithmétique instituées pour tout le monde, nous ne lui avons pas l'injure de penser qu'elle ignore les articles du Code, titre des successions et des donations ; tout en sondant les cours et pénétrant les plus secrets motifs des hommes, n'aurait-elle pu se livrer à quelques opérations mathématiques avant de fulminer ses terribles paragraphes sur l'opportunité du meurtre, sur les bénéfices que le testament apportait à Peytel, et s'épargner les phrases sonores qui ont induit les jurés en erreur ? Avant de commettre un meurtre, Peytel pouvait prendre une somme deux fois supérieure à l'héritage (prix du sang) chez des amis qui lui eussent prêtée à sa première demande. Deux témoins, parmi lesquels se trouve son successeur chez le notaire de Lyon, ont prouvé que Peytel eût emprunté facilement chez chacun d'eux plus de huit mille francs.

Quand, dans un acte d'accusation, l'un des écrits les plus importants qui puissent émaner du ministère public, il existe de pareilles erreurs de chiffres, quand aux débats les assertions enfantées d'après des pièces aussi vivantes, aussi authentiques que le sont des actes notariés, sont démenties par des pièces même ; quand, pendant vingt jours, la France entière a lu cet acte d'accusation sans que l'accusé ait pu y répondre, cette lettre est un faible dédommagement pour un homme condamné à mort sur de semblables suppositions. Peut-être, d'ailleurs, Félicie a-t-elle très-librement apporté son testament à Peytel. L'accusation n'a produit d'autre témoin sur cette circonstance que Mme Broussais, abusée par sa sœur, et qui s'est montrée accablante, soit par sa parole soit par son maintien. Félicie, dit l'accusation, racontait à sa sœur les persécutions de Peytel à son sujet. Mme Broussais est un de ces témoins qui sont, relativement à l'accusation, dans la catégorie de la sœur ou de la mère de Peytel relativement à la défense. C'est-à-dire extrêmement discutable. Mais, en ceci, l'honneur de Félicie Alcazar n'est plus en jeu. Eh bien ! Félicie disait très-rarement la vérité. Là où l'accusation est en défaut, sans preuves, l'accusé, qui a noblement gardé le silence sur les vices moraux de sa femme, a mis de côté les preuves de ce que j'imprime.

Le système adopté par l'accusé devant la cour d'assises envers sa femme morale a empêché les défenseurs d'éclaircir la vérité, de faire comparaitre des témoins relativement à ce testament, connu de tout Belley, et dont Peytel avait parlé comme d'un enfantillage, ce qui n'annonçait guère de mauvais desseins. Madame Peytel, selon des discours recueillis par par l'acte d'accusation, tremblait devant son mari, son mari lui fait peur, il la tourmente pour un testament. D'après les données du caractère de Félicie Alcazar, tous ces dires peuvent être faux, avancés à dessein. Un notaire ne demande pas un testament à sa femme sans en supputer les bénéfices, opération qui ne veut pas un quart d'heure de calcul. Ce testament, inutile au cas où Peytel aurait eu des enfants, les bénéfices de son contrat l'eussent alors emporté du double, l'était encore plus pendant la minorité de sa femme, car, aux aux termes de la loi, le testament émané d'un mineur est réductible de moitié. Ce testament ne pouvait donc lui servir à rien jusqu'au 25 septembre 1838. Et je crois avoir démontré jusqu'à l'évidence qu'à l'époque de la majorité de sa femme, Peytel avait environ soixante mille francs à recueillir en ajoutant le meurtre à trois mois et demi. De quel côté que se tourne l'accusation, dès qu'elle se fonde sur la cupidité, elle devient absurde, et relativement à la somme, et relativement au moment choisi par Peytel, et relativement à la préméditation. L'accusation sur ce chef est insoutenable.

Le testament a donné lieu à d'autres imputations. J'y reviendrai encore

en examinant l'instruction, et pour M. Roselli-Mollet, et pour les juges, et pour l'accusé.

Il résulte de cette discussion que Peytel devait avoir une fortune supérieure à celle de sa femme, que le contrat de mariage a été fait chez le notaire de la famille Alcazar, discuté longuement, signé en connaissance de cause ; que les bénéfices stipulés au contrat étaient mutuels, plus en faveur de l'épouse que de l'époux ; que le testament constituait une perte pour Peytel au cas où la succession de Félicie se serait ouverte avant le 25 septembre 1838 ; qu'il avait d'immenses avantages à tuer sa femme trois mois et demi plus tard. Ces conclusions irréfragables sont incompatibles avec l'accusation qui représente Peytel comme préméditant, par intérêt, le meurtre de sa femme. Elles démentent l'acte d'accusation en entier.

Examinons maintenant la possibilité du meurtre par horreur pour l'épouse ?

Entre les deux époux, l'horreur et la haine sont du côté de Félicie ; il est à peu près certain que Peytel la recherchait et qu'elle le fuyait : l'accusation à cet égard, ne laisse aucun doute. Les correspondances citées, le peu qui a transpiré des scènes d'abord secrètes puis divulguées de ce ménage ont établi le fait pour la public. Sur ce point, il règne à Belley une sorte de notoriété dont l'accusation parle. Vous y voyez la calomnie poursuivant madame Peytel morte. Cette calomnie a le pouvoir de donner le change sur le meurtre pendant quelque temps. Quelle autorité avait donc la conviction publique pour arrêter l'action de la justice envers un homme haï ? Les faits, à cet égard, appartiennent à cet ordre de choses dans lequel j'ai déclaré ne pas vouloir entrer. D'ailleurs, aucun criminaliste, aucun moraliste n'admettra chez un homme de la force morale et corporelle de Peytel une répulsion violente sans un remplacement quelconque et dans l'ordre moral et dans l'ordre physique. Un mari qui ne veut pas de sa femme en recherche une ou plusieurs autres. Sur ce point, l'instruction est nulle, l'accusation est muette. Peytel menait à Belley une vie irréprochable. Si quelque chose est facile à constater en province, n'est-ce pas les liaisons hors mariage ? Peytel, incessamment occupé de ses affaires, Peytel, aiguillonné par le désir de faire fortune, Peytel cherchant des asphaltes dans le pays des asphaltes dès que les asphaltes deviennent matière à spéculation, et renouvelant pour ses recherches géologiques son bagage de géologue, se faisant faire un meilleur marteau à casser les roches, Peytel marié nouvellement à une jeune femme qui avait fait, elle seule, quelques efforts pour ne pas l'épouser, en se dépréciant elle-même, Peytel n'avait à Belley aucune intrigue, aucun attachement qui donnât prise sur lui. L'état d'hostilité dans lequel était le pays envers lui n'eût pas laissé, sous ce rapport, la plus légère infraction aux mœurs inconnues, eût-elle été commise hors du département. Ainsi cet homme, assez violent pour aller se plonger la tête dans un baquet d'eau froide afin de dompter sa colère, fait que l'accusation lui reproche, au lieu de l'en louer comme d'un effort très beau sur lui-même, et de le donner en preuve de son désir de ne pas maltraiter sa femme ; le mari de Félicie, jeune fille mal élevée, non pas timide, comme dit l'acte d'accusation, mais honteuse de sa myopie, courtise sa femme, met un frein à ses emportements excités par elle ; il lui pardonne des fautes graves, il est bon avec elle, il fonde un grand espoir sur la maternité de Félicie, il attend cette révolution pour juger la jeune étourdie qu'il a prise pour femme. Il y a une lettre de lui à madame Peytel, sa mère, où sa joie d'être père et ses espérances éclatent ; il écrit des enfantillages à propos de la layette, en engageant sa mère à la tenir prête pour le mois de mars ou la fin de février. S'il peut être acquis aux défenseurs de Peytel une chose favorable à leur client, n'est-ce pas son désir de faire bon ménage, attesté par de nombreux témoins ? D'ailleurs ici les lois de la nature morale sont en harmonie avec les faits. Peytel est un homme orgueilleux. L'accusation va plus loin ; elle le dit très vain. Quand un homme vain, âgé de trente-six ans, à passions violentes, se trouve avoir épousé une femme honteuse de ses imperfections et qu'il se voit méprisé par elle, méprisé est le mot de l'accusation, il doit s'obstiner à vaincre les répugnances de cette femme. Une laideur repoussante disparaît alors dans l'action morale de la poursuite. La persistance seule et l'aigreur d'une fille mal élevée pourraient avoir poussé Peytel à bout ; mais Peytel a précisément assez d'esprit pour savoir qu'il ne ferait pas changer sa femme par le meurtre. Un homme qui s'est frotté à la civilisation parisienne emploie des moyens plus surs : il n'ignore pas que dans ces sortes de circonstances une rivale opère des merveilles. N'était-il pas plus simple d'atteindre sa femme dans son amour-propre de femme que de lui tirer, selon l'accusation, deux coups de pistolet dans la figure. Aussi pour établir la possibilité du meurtre volontaire et prémédité de Peytel sur Félicie, l'accusation est-elle obligée de présenter à l'audience un homme emporté, violent, comme un imposteur de première force, un homme qui a persisté pendant quatre ou cinq ans à se faire notaire, comme un chevalier d'industrie !

Maintenant, tous les esprits impartiaux doivent reconnaître que Peytel n'a pas tué sa femme par intérêt, ni par haine, ni pour satisfaire une passion adultère. Cependant, imaginons un moment qu'il a formé le projet de la tuer. S'il y perdait 60,000 francs, il en gagnait 8,000. Le caractère de sa femme lui offrait la moins riantes des perspectives. Il aurait pu satisfaire seulement son vol et se contenter de dérober des sommes considérables à ses clients ; mais il est né meurtrier. D'ailleurs, il est violent et fourbe, il est escroc et géologue. Puis il est dédaigné par sa femme, ennuyé de sa femme, il la jetterait pour un rien par-dessus un pont ; il y a des gens qui ont cette envie et qui y résistent : il n'y résistera pas, et il ne verra qu'en famille, par une délicatesse particulière aux gens du monde. Composons une avalanche de petits faits inconnus, qui a roulé pour éclater dans cette fatale journée, et jugeons l'homme dont l'accusation dit que : *lieux, temps, moyens, il a tout habilement disposé !*

Peytel appartient à la génération actuelle, il est instruit, Peytel est un homme quasi-littéraire. Il a, si vous voulez, en style d'accusation, étudié le crime sur les théâtres de Paris où il s'invente, entre la Porte Saint-Antoine et la Porte-Saint-Martin, une foule de crimes dramatiques plus ou moins ingénieux par année et qui constituent une école où les forçats et les gamins de Paris se forment la main. Si Peytel est capable de faire le mauvais raisonnement sur lequel repose un crime, il le méditera certes un peu mieux que le dernier des forçats. L'accusation a dit de lui : *pour parvenir à son but, l'empoisonnement, le meurtre, tout lui eût été bon.*

Ici, nous quittons la sphère des intérêts et des passions, nous allons entrer dans l'appréciation des circonstances locales et matérielles, nous discuterons les circonstances dans lesquelles fut accompli le crime, en examinant les lieux, le moment, les plus légers détails, en y cherchant cette habileté tant vantée. Je le déclare ici sur mon honneur, j'ai parcouru consciencieusement la route de Bourg à Belley de manière à me trouver au pont d'Andert et à monter la côte de la Darde à l'heure où l'homicide de Louis Rey a eu lieu. Ce que je vais articuler repose sur un examen auquel personne ne s'est livré. A partir de la petite ville d'Ambérieux, entre les montagnes alpestres qui donnent à la route de Bourg vers la Savoie sa physionomie suisse, commence un long col semblable à tous ceux des Alpes et où la nature avait indiqué le tracé de la route aux ingénieurs. Dans ce col qui serre étroitement Saint-Rambert, qui s'ouvre après Rossillon, il existe une vingtaine d'endroits où Peytel aurait pu accomplir ses desseins, s'il en avait eu, en mettant la justice en défaut. Entre tous ces lieux favorables au crime, M. Gavarni et moi nous en avons remarqué un qui ne laisse rien à désirer au criminel le plus inquiet, le plus méticuleux. La route cotée un petit lac qui, dans la saison où se faisait le voyage, avait assez d'eau pour que Peytel y précipitât sa femme, son domestique, son cheval et sa voiture, s'il avait tenu à tuer femme et domestique. Un habile imposteur aurait pu forger de longue main un prétexte pour retenir à Saint-Rambert Louis Rey, afin de ne précipiter dans le gouffre que Félicie Alcazar, et se mettre à barboter lui-même jusqu'à l'arrivée du domestique, en criant au secours et s'enfonçant dans la vase, de manière à se montrer dans l'impossibilité de dégager sa femme. Il aurait peut-être gagné un rhume, il aurait certainement évité l'échafaud. A cet endroit, les montagnes forment un vaste entonnoir. Le crime, commis sans pistolet ni marteau, y eût été sans témoins : la ligne des douanes n'opère pas de Rossillon vers Bourg, mais de Rossillon vers Belley. Rossillon se trouve après ce lac. Ainsi, point de douaniers en vedette. En plusieurs endroits de ce lac, femme, domestique, cheval pouvaient être précipités de six toises de hauteur dans six pieds d'eau, et dix pieds de cette vase claire et verdâtre qui donne aux lacs des Alpes leur singulière couleur. Au moment où nous y som-

mes passés, il s'y trouvait encore trois pieds d'eau, des barques y flottaient. La route n'a ni parapets en terre, ni parapets en bois. L'endroit invite au crime, il est tentant pour un homme qui aurait de mauvais desseins, le crime y est impénétrable, il échappe à toutes les recherches, à toutes les suppositions de la justice.

Enfin, ce théâtre si favorable au crime est à une égale distance de Rossillon et de Saint-Rambert : un assassin n'y avait pas le voisinage d'une grande ville, où se trouvent plus d'autorités habiles, des gens d'un esprit plus alerte que ne l'est celui des cultivateurs et des paysans du Bugey groupés autour de Saint-Rambert et de Rossillon. Si l'instruction s'était livrée à cette enquête, si elle avait parcouru comme moi la route, à l'aspect de ce lieu, certes, l'accusation aurait effacé le mot préméditation de ses réquisitoires ; elle eût été convaincue de l'innocence de Peytel, au moins jusqu'au pont d'Andert. S'il est une chose démontrée en criminalité, n'est-ce pas le soin avec lequel les meurtriers prémédités choisissent l'heure, le lieu, disposent les circonstances ? Ici, avant tout, Peytel, qui n'a besoin de tuer que sa femme, se serait mis deux meurtres sur les bras, aurait doublé son horrible tâche, aurait compliqué sa situation en se donnant deux adversaires ; d'un à un les chances sont en faveur du meurtrier qui peut surprendre sa victime, mais d'un à deux les chances sont infinies contre l'assailant. La mort par immersion est indéchiffrable pour la justice, et Peytel aurait mieux aimé donner la mort avec ses pistolets et son marteau ! Ces seules considérations, bien pesées par un juge, sont de nature à ébranler sa conviction sur la préméditation prétendue. Mais l'absurde des combinaisons de ce profond hypocrite va se dévoiler de plus en plus. Au lieu d'accomplir ses mauvais desseins dans cet endroit, que les plus innocents reconnaîtraient propice à un assassinat, Peytel choisit le pont d'Andert, sur lequel plonge la maison du père Thermet, forgeron, habitée par lui et par son fils ; un endroit surveillé par les douaniers qui peuplent la campagne en s'y mettant en embuscade ; une rivière où pêchent en fraude les paysans à la nuit ; la montée de la Darde à peu de distance de laquelle existent la ferme de la Bati et le village de Rhotonod, et qui se trouve à une demi-heure de Belley. Le temps a été couvert, il a plu ; il aurait choisi le moment où le clair de la pleine lune jetait sa lueur sur la route ; enfin il se serait servi de son marteau pour tuer Louis Rey, arme dont les empreintes sont faciles à reconnaître, à constater ; il aurait tué sa femme avec un ou plusieurs pistolets à lui, tandis que Peytel doit savoir, depuis l'établissement des gazettes de tribunaux, que les balles, les pistolets, les marteaux, les armes à feu, les objets contondants ont donné, par leurs effets spéciaux, des preuves matérielles évidentes dans cent procès criminels, et cet homme aurait, selon l'accusation, prémédité son crime ! Peytel aurait mis, relativement à sa culpabilité, dans le choix des lieux et des instruments, la même justesse que dans l'époque relativement à ses intérêts ! Il aurait choisi le temps où la mort de sa femme lui rapportait le moins d'argent et le lieu où tout était contre lui !

Ici, l'un des avocats de Peytel, M. Margerand, a fait, sur le cas de survivance, un raisonnement qui, dit-on, a produit une vive impression ; mais, selon moi, peut-être ne l'a-t-il pas poursuivi dans toutes ses conséquences. Si dans la mystérieuse lutte, dans la rapide et soudaine surprise qui a eu lieu entre le pont d'Andert et le premier détournement de la montée de la Darde, Peytel avait été tué par son domestique, aujourd'hui deux têtes tomberaient infailliblement. Certes, il n'y aurait aucun moyen de soustraire madame Peytel et Louis Rey à la mort. Odilon Barrot, Berryer, Dupin, Delangle seraient leurs avocats et leurs conseils, que pourraient-ils répliquer à cet acte d'accusation, aussi peu probable cependant contre les survivants que l'est le Réquisitoire actuel contre Peytel. J'irai vite, l'intelligence du lecteur ajoutera les phrases et les considérations judiciaires, observez-le bien ! Je me sers de faits qui sont dans l'acte d'accusation ou acquis aux débats.

Félicie Alcazar, jeune créole, ayant les passions des créoles, volontaire, mal élevée et fausse au-delà de toute expression, dépourvue des avantages extérieurs qui rendent une femme séduisante, et par cela même portée à choisir au-dessous d'elle pour satisfaire ses passions, a connu Louis Rey, jeune militaire, sans parents, beau garçon, possédant un assez long séjour qu'elle fit chez M. de Montrichard, le mari de sa sœur. Le jeune Peytel se présente. Cette jeune fille qui, dans sa situation, aurait dû se montrer heureuse d'un pareil établissement avec un jeune homme d'âge et de fortune convenables, d'un extérieur agréable... (Peytel, infirme en sa qualité de victime, aurait eu sa fortune paternelle en beaux biens, qui sont encore au soleil ; il aurait eu sa charge payée, il aurait eu sa taire sans discussion, il n'aurait pas eu les moindres antécédents fâcheux.) Cette jeune fille, en proie déjà à une passion réprouvée par nos mœurs, non moins que par les bons exemples donnés par ses sœurs et sa famille, manifeste de l'éloignement pour ce mariage, malgré le vœu de ses parents. Pour l'éviter, Félicie Alcazar affecte de se déprécier aux yeux de son futur époux. Le fatal mariage est conclu ; mais Peytel tombe bientôt dans les plus tristes prévisions. Il dut être surpris de voir cette jeune personne si timide, si honteuse, inventer des prétextes pour lui arracher un testament en sa faveur, en lui offrant d'en faire un semblable, le tout à l'instigation de Louis Rey.

Peytel pensa qu'il y avait bien des enfantillages chez une jeune personne de 20 ans, chez une créole, une enfant mal élevée. La former, l'instruire, pétrir cette cire encore molle, et faire l'éducation de cette femme n'était pas une tâche au dessus des forces de celui qui avait secouru, maintenu, préché un malheureux à Lyon. (Alors le ministère public eût découvert les vertus et les bonnes actions de Peytel.) Vains efforts ! Arrivée à Belley, la dame Peytel ne cesse de contrarier son mari, elle se refuse à ses desirs, elle l'insulte chez lui ; mais, par un juste orgueil, l'infortuné Peytel s'empresse de cacher ces déplorables scènes. Cependant Louis Rey quitte, sans aucun prétexte plausible, le service de M. Montrichard : *il le quitte malgré une offre d'augmentation de cent francs par an sur ses gages, somme énorme en province.* Louis Rey, prévenu que Peytel et sa femme vont à Lyon, se rend dans cette ville ; il se place sur le passage des deux époux. Peytel reconnaît le domestique de son beau-frère, il lui demande si ses maîtres sont à Lyon ; Louis Rey lui apprend qu'il a quitté leur service. La dame Peytel supplie son mari de prendre Louis Rey. Peytel voit sa femme si heureuse d'avoir ce domestique, que ne pouvant soupçonner le mal chez une femme encore mineure, il ne résiste pas, espérant qu'en cédant sur ce point à ses volontés, il obtiendra la paix chez lui. Mais il objecte que ce sera faire une sottise aux Montrichard. La dame Peytel prend sur elle d'arranger cette affaire avec sa sœur et son beau-frère.

(Nous ne savons pas quels témoins l'accusation aurait trouvés pour établir la criminalité du commerce de Louis Rey et de la dame Peytel. Un domestique n'écrit pas.)

Louis Rey est donc parvenu au but que se proposaient ses desirs : il est domestique de monsieur et de madame Peytel. Mais est-ce assez pour lui ? Louis Rey forme le projet de s'emparer de la fortune de Peytel, laquelle, jointe aux soixante mille francs de Félicie, composera un capital suffisant pour que les deux coupables puissent vivre hors de France. La dame Peytel a attendu le moment où elle est majeure et apte à faire elle-même ses affaires pour consommer le crime prémédité contre son mari. Tous deux ont habilement choisi, pour écarter les soupçons, la nuit où Peytel rapportait une somme importante, afin de faire croire qu'il a succombé à l'attaque de malfaiteurs. Mais la justice, etc. En conséquence, etc.

Ce réquisitoire contiendrait autant d'absurdités que celui dirigé contre Peytel, mais peut-être paraîtrait-il plus probable à bien des gens, relativement aux motifs. Je ne crois pas que Louis Rey et Félicie Alcazar auraient pu se tirer de ces circonstances, ils eussent été condamnés sans exciter le moindre intérêt.

Si Louis Rey avait survécu seul, il aurait eu un défenseur nommé d'office, l'affaire eût été plus claire encore : peut-être serait-il exécuté.

Si Louis Rey et Peytel eussent succombé, que Félicie Alcazar fût arrivée seule à Belley entre leurs deux cadavres, elle que la calomnie a déjà atteinte lors de sa mort et de son convoi, elle eût été accusée d'avoir causé la mort de son mari et de son domestique dans un horrible duel.

Quand, dans une cause criminelle établie, sur trois individus donnés dont deux sont tués, il y a certitude d'incriminer avec succès et alternativement le survivant, qu'il soit victime ou meurtrier, n'y a-t-il pas de quoi faire trembler la société sur la justice faite dont je me constitue appelant ?

Peytel n'a pas tué sa femme par préméditation, il ne l'a pas tuée par

cupidité, il ne l'a pas tuée en haine de sa personne, de ses refus, de sa conduite publique ou secrète, il ne l'a pas tuée pour épouser une autre femme. Il n'avait en aucune manière besoin de tuer Louis Rey dans le système adopté par l'accusation. Ce que tous les réquisitoires appellent le *thème du crime*, la soudaine éclaircie du ciel qui a fait briller la lune, les hasards constatés dans la mort de Félicie Alcazar et de Louis Rey, tout démontre à des gens familiers avec les probabilités, ou du raisonnement sain et sûr, qu'il s'est passé là quelque terrible drame imprévu, je ne sais quoi de foudroyant, une attaque à l'improviste, sans le moindre calcul qui rend Peytel, non pas innocent, il avoue l'homicide de Louis Rey, mais non coupable. Il y a eu mal jugé dans cette affaire, elle est encore à instruire. En un mot le procès doit se recommencer.

Maintenant, examinons les circonstances qui ont suivi ce double malheur, sans oublier que la mort de la pauvre Félicie Alcazar est, moi je n'en doute pas, un effet du plus triste hasard, car Peytel n'a jamais eu que Louis Rey à poursuivre. Quelque fausse ou mauvaise que pût être sa femme pour lui, elle aurait toujours été un soutien utile à sa défense. La stupeur de Peytel en la trouvant morte, a été causée par ces considérations. J'ai vu le forgeron Thermet, il m'a formellement dit que Peytel était hors d'état de tenir la bride de son cheval pendant que lui et son fils mettaient le corps de Félicie Alcazar dans la voiture. Selon lui, Peytel était tombé dans un profond abattement. J'ai reconnu là cette torpeur qui suit, chez les natures violentes, les grands efforts, les déploiements de force inaccoutumés. Peytel est bon, il croyait sa femme vivante, et après avoir tué Louis Rey, il l'a cherchée; en la voyant morte, il a été abasourdi par la perte de Félicie, par celle de son enfant et par le danger de sa position. Il n'a été tiré de cette torpeur qu'à la vue du cadavre de Louis Rey; sa fureur s'est réveillée, il a voulu faire passer sa voiture dessus en s'écriant: «Voilà l'assassin de ma pauvre femme!» Il n'y a, dans tout ceci, rien que de très naturel, en admettant la position avouée de Peytel.

J'oubliais de vous dire qu'à l'audience l'accusation a présenté Peytel comme un triple assassin, en comptant l'enfant, qui n'existait ni légalement, ni socialement, ni naturellement, au nombre des meurtres prémédités. C'est une horrible plaisanterie judiciaire. La discussion des intérêts de Peytel prouve qu'il avait un immense avantage à être père.

Dans une instruction soigneusement faite, comme doivent se pratiquer les instructions criminelles, les défenseurs de Peytel, le Ministère public lui-même auraient trouvé des éléments de défense ou d'accusation qui ont été ravis à jamais, et qui existaient. J'appuie sur ces faits, sur ces lacunes de l'instruction: elles profiteront à l'accusé devant un nouveau jury. Les fautes de l'instruction sont des bénéfices pour la Défense. Ces preuves matérielles servent aux magistrats instruits et consciencieux à découvrir les vrais auteurs des crimes offerts à leur investigation. Or, les preuves les plus convaincantes dans ce procès ont été supprimées!

Il avait beaucoup plus; il n'y a pas plus de doute à cet égard que pour la soudaine éclaircie des nuages, au moment de l'action. Quoique la montée de la Darde, comme d'ailleurs toute la route de Bourg en Savoie, soit entretenue avec ces excellents matériaux qui donnent aux chemins d'Italie, de Suisse et des pays avoisinants, leur supériorité, en produisant un sol très solide; au mois de novembre, après les pluies, le terrain de la chaussée, et surtout celui des deux bords, étaient assez détrempés, assez boueux pour que les pas de tous les acteurs de ce drame y fussent imprimés. La justice, la gendarmerie, les autorités, enfin tous ceux qui vinrent procéder à la levée du corps de Louis Rey devaient examiner ces empreintes. Fallait-il y mettre des gendarmes, des sentinelles, des gardiens jusqu'au jour pour les mieux décrire, et les observer avec plus de certitude, le devoir de l'instruction était de prendre ces rigoureuses précautions, d'interdire le passage à qui que ce soit, ou de faire passer dans la partie où il n'y aurait point eu de marques, afin de les bien conserver. De quel poids eussent été dans l'appréciation des faits les pas de Félicie depuis l'endroit où elle avait sauté de voiture, jusqu'à l'endroit où elle a été trouvée? On aurait su si elle avait marché, puis si elle avait marché seule ou en compagnie. Ceci concerne Félicie. Mais quant à Louis Rey, voyez quel vide dans l'instruction, et quels sont les résultats d'une semblable omission? Les pas d'un homme qui monte une côte tranquillement sont à une distance évaluable, ils ont leur physionomie; ils sont tout autres que les pas d'un homme assailli qui fuit, d'un homme assailli qui résiste, qui lutte et se défend. Il y a un langage tout aussi clair dans les pas de Peytel poursuivant Louis Rey, ou le suivant à distance avec perfidie. Là où il y eut, dans tous les systèmes possibles, un débat, une attaque après que la voiture où étaient deux personnes assaillies par une troisième, on aurait su par la trace des roues, par le sillon brusque et profond du recul, le lieu précis de cette attaque, à quels pieds, à quelles bottes de maître, à quels souliers de domestique appartenait l'empreinte des pas de l'attaquant. Sur toutes ces preuves décisives en matière criminelle, et si importantes à l'accusation comme à la Défense, il y a le plus complet silence. J'ai demandé, moi, au forgeron, si de telles empreintes avaient été possibles. Thermet, qui n'en soupçonnait pas la valeur, m'a dit que tout se pouvait voir sur le terrain; le lendemain, la trace de ses pas et de ceux de son fils

s'y trouvaient encore: ils avaient enfoncé sur la berge. Ainsi ce livre du grand chemin où tout était écrit en caractères lisibles, ineffaçables pendant quelques heures, effacés après, et qui devaient être recueillis en présence des témoins légaux, de la gendarmerie, des autorités, du magistrat, ce livre a pour toujours été fermé. Cependant, il y avait là toute une innocence ou toute une culpabilité, des fautes, des absolutions. Peytel, qui devait être aussitôt traîné sur le théâtre du crime pour être présent à la constatation de ces marques au moment où l'on avait et les souliers de Louis Rey et ceux de Félicie, où Peytel avait encore ses bottes aux pieds, Peytel n'y a point été amené. Preuves d'innocence ou preuves de culpabilité, ces terribles empreintes ont également disparu! Le magistrat est froid et judicieux: à lui de penser à ces détails. Peytel se doutait-il seulement au milieu de son trouble de l'importance de ces choses, lui qui venait de tuer un homme? Ne croyez pas que ce soit là toutes les fautes commises au préjudice de Peytel, il y en a de bien plus graves.

Il ne faut pas beaucoup d'intelligence pour savoir de quelle importance est la levée judiciaire du corps d'un homme assassiné. Dans cette circonstance surtout, n'était-il pas du devoir d'un magistrat prudent, à qui la loi ordonne impérieusement de rechercher la vérité dans tous les sens, et pour Peytel et contre Peytel, et pour Félicie et contre Félicie, et pour Louis Rey et contre Louis Rey, de constater l'état des vêtements sur le lieu même, d'étudier finement (j'insiste sur ce mot qui dit les obligations de la magistrature instructionnelle), les moindres circonstances du gisement, du corps, des vêtements. De quelle gravité n'est pas un cheveu, le moindre dérangement, la moindre trace dans les vêtements de Louis Rey. Moi qui ai en l'honneur de rencontrer plusieurs magistrats du tribunal le plus instruit du royaume, je sais qu'il n'est pas un juge d'instruction à Paris qui ne médite sur les vêtements, qui n'aille chercher la vérité jusque dans les entrailles des victimes. L'un d'eux m'a raconté que, dans un cas présenté comme suicide chez une femme jetée à l'eau, disait-on, après une ivresse et un bon repas, il avait fait constater par l'état des intestins la sobriété de la victime: elle avait bu peu de vin, elle n'avait mangé que des haricots. Les matières mises de côté, analysées, avaient aidé à découvrir tout, jusqu'au cabaret où elle avait dîné.

Savez-vous ce qui a été fait à Belley? Le corps de Louis Rey a été mis dans une charrette, *sub dolo*, et il pleuvait! Il a été transporté à l'hospice de Belley, et l'on a trouvé des balles dans la salle de cet hospice! Combien de choses ont pu tomber de ces vêtements et de ce corps ballotté. Combien d'indices ont dû périr! Ici, songez-y! les plus légères choses deviennent les plus graves. Un homme avoue un homicide, le président du tribunal est là, l'inculpé n'est pas immédiatement traîné sur le lieu? Aucune des précautions d'usage n'est prise, aucun des principes vulgaires en fait d'instruction n'est suivi. Heureusement l'autopsie a prouvé en faveur de Peytel un fait d'une grande importance pour sa nouvelle défense, s'il y a lieu de le défendre devant un autre jury. On a constaté l'empreinte d'un coup de marteau asséné par Peytel sur l'omoplate de Louis Rey. Ce coup a dû faire retourner le domestique, alors frappé une seconde fois au front du coup qui a déterminé la mort. Ce coup de marteau a sa signification, elle a été très heureusement saisie par un des médecins. M. Borrot a constaté que la partie supérieure, c'est-à-dire la première moitié du marteau avait seule atteint Louis Rey.

Selon moi, selon toutes les probabilités, ce coup confirmé le récit de Peytel. Louis Rey fuyait, car Louis Rey est d'abord atteint dans le dos. Comprenez-vous maintenant l'importance de la constatation de l'état dans lequel étaient le terrain, et le corps, et les vêtements! Louis Rey fuit devant son maître qui le poursuit armé d'un marteau; mais l'acquittement de Peytel est la tout entier! Louis Rey, un homme qui a été sous les drapeaux, Louis Rey court et se laisse frapper par derrière. Mais il est invinciblement en faute, il se sent criminel. Encore une fois, l'état du terrain condamnait ou acquittait le malheureux Peytel. La pluie était un bienfait ou une vengeance du ciel, et vous en avez ravi les attestations à l'accusation comme à la Défense. Et vous avez demandé la tête d'un homme sur une pareille instruction, sur des motifs d'intérêt qui tombent devant les calculs d'une liquidation, sans témoins humains du fait, sans les preuves effacées qui eussent suppléé les hommes!

Maintenant, l'accusation a fait grand bruit du séjour de Peytel chez lui, du soin avec lequel il aurait soustrait le testament de sa femme, de la perfidie avec laquelle il aurait mis certains papiers en évidence, et qu'il aurait forcé sa femme d'écrire en vue de desseins criminels. Toutes ces assertions feraient pitié s'il ne s'agissait de la tête d'un homme. Oui, Peytel a soustrait et déposé en mains tierces deux lettres. Ces lettres ne peuvent être montrées qu'à celui de qui dépendra sa grâce entière, s'il manque à la procédure des vices de forme pour en déterminer la cassation. Après les avoir lues je ne puis m'empêcher d'admirer le courage avec lequel Peytel a supporté les débats, les mépris de l'acte d'accusation, la plaidoirie du ministère public, les témoignages de quelques membres de la famille Alcazar, l'héroïsme avec lequel il souffre son arrêt dans toutes ses conséquences, la patience avec laquelle il soulève ses fers. J'avoue que quand, en nous quittant, il m'a écrit ces mots sur un papier: *Obtenez*

qu'on ôte mes fers, je ne veux pas me sauver! J'ai eu bien de la peine à retenir mes larmes en lui parlant de la façon cruelle dont l'égalité devant la loi est interprétée à son égard. Il nous a vus, M. Gavarni et moi, tandis que la consolation de voir son angélique sœur lui est refusée, même en présence du gardien qui a toujours assisté à nos entretiens.

Voici bien d'autres interrogations que je suis en droit d'adresser à la justice du pays, relativement à l'instruction de cette affaire: Est-il vrai que l'on ait renoncé à faire ouvrir la caisse en fer du cabinet de Peytel où était le testament?

Est-il vrai que l'instruction connue dans ses détails et commentée par le public, jour par jour, à Belley, soit restée pendant au moins un mois sans penser à donner aux meurtres attribués à Peytel le motif d'intérêt?

Est-il vrai que le vieux juge d'instruction qui a cessé ses fonctions ait été remplacé par un très jeune magistrat?

Est-il vrai que M. Roselli-Mollet soit allé prendre le testament le 8 novembre 1858, et que l'instruction n'ait songé qu'en mars 1859 à incriminer Peytel à l'occasion de son testament?

J'aurais bien des questions à faire encore, mais elles appartiennent à un autre système de défense, que les amis de Peytel obtiendront de soutenir si l'on comparait devant un second jury, étranger à la Bresse.

Si mes questions se résolvaient par l'affirmative, M. Roselli-Mollet aurait fait pour Peytel, ce que tous ceux qui me liront feraient en pareil cas pour leurs amis: sa résistance est pleine de délicatesse, et conforme aux lois des fidéicommis.

Je n'ai pas encore terminé toutes les considérations que m'ont suggérées ce procès et le Verdict de la Cour d'assises de l'Ain. J'ai dû me contenir dans les bornes adoptées par la Défense, marquées par l'aveu de Peytel relativement à l'homicide de Louis Rey. Mais si la Cour de cassation renvoie Peytel devant un nouveau jury, je me propose alors de produire un commentaire que je crois excessivement important sur une lacune de notre Code criminel. Au cas où l'arrêt serait confirmé, cette discussion ne pouvant pas être utile à la cause et se trouvant en dehors de mes travaux ordinaires, je m'abstiendrai de tout nouvel effort.

D'ailleurs, nous obéirons tous, amis et défenseurs, au mandat du condamné; nous saurons nous taire. Tel est l'admirable testament de l'homme qui gémit dans la prison de Bourg, les fers aux pieds.

La Défense espérait une compréhension délicate des événements; elle comptait sur un jury difficile à trouver, mais qui n'est pas impossible en France. Le malheureux croyait tant à son acquittement qu'il écrivait à M. Gavarni de le venir chercher pour aller de là faire un voyage en Suisse!

Peytel est encore, les fers aux pieds, dans la prison de Bourg!...
Aux Jardies, 15-17 septembre 1859. DE BALZAC.

ERRATUM. Les ouvrages classiques que nous avons annoncés dans notre numéro d'hier, à l'occasion de la rentrée des classes, sont de M. Lévi (Alvares), et non pas de M. Lévi, ainsi que cela a été imprimé par suite d'une erreur typographique. Ces ouvrages se trouvent rue de Lille, 17.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES.
Du 27 septembre 1859. — Les sieurs: Coumbou, ancien distillateur, à Bercy, Grande-Rue, 70. Juge-comm.: M. Gaillois; synd. prov.: M. Nevet, boulevard Saint-Martin, 17. — Nasset et femme, march. de vins, rue Saint-Honoré, 113. Juge-comm.: M. Gaillois; synd. prov.: M. Colombet, rue Ville-Lévy, 24. — Schall, rue de Belvédère, 25, en son nom et comme associé avec un sieur Besson, pour l'exploitation des bails de l'Opéra, Juge-comm.: M. Taconet; synd. prov.: M. Millet, boulevard Saint-Denis, 24. — Dame Zano, femme séparée, march. de modes, boulevard Saint-Martin, 9. Juge-comm.: M. Taconet; synd. prov.: M. Bellois, rue Richer, 34. — Pailheret-Lacharme et femme, cafetiers, march. de vins-traiteurs, au Belvédère, commune d'Ivry; Jéti Pailheret, ex-vendeur à Cerilly, ex-aubergiste à Moulins (Allier). Juge-comm.: M. Gaillois; synd. prov.: M. Richomme, rue Montorgueil, 71. — Brand, tailleur, rue de Seine-Saint-Germain, 30. Juge-comm.: M. Gaillois; synd. prov.: M. Charlier, rue de l'Arbre-Sec, 46.

BULLETIN HEBDOMADAIRE

DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES PAR ACTIONS.
PARIS. — Société de l'aérohydromoteur ou moteur Thirion. — Raison sociale: EMOND, DE GOERNAY et C^{ie}. Fonds social: 1,500,000 fr. en 300 actions de 5,000 fr., divisibles par coupons de 1,000 fr.; durée: 30 ans, du 15 septembre 1859, date de l'acte notarié.
PARIS. — Journal de la réforme électorale. — Raison sociale: FÉLIX DESPONTES et C^{ie}. Siège: rue Saint-Marc-Feydeau, 20; fonds social: 12,000 fr. en 240 actions de 50 fr.; durée: un an, du 12 septembre, date de l'acte sous seing privé.

L'un des Propriétaires-Gérants: DEJANIER.

Paris. — Imprimerie de BETHUNE et PLOIX, rue de Vaugirard, 36.

Librairie militaire de ANSELIN et GAUTIER-LAGUIONIE, rue et passage Dauphine, 36, à Paris.

Cours élémentaire D'ART ET D'HISTOIRE MILITAIRES.

A l'usage des élèves de l'Ecole royale spéciale militaire, par ROQUANCOURT, chef d'escadron au corps royal d'état-major, etc. 4 vol. in-8. Prix: 56 fr. (Il sera accordé à MM. les officiers et sous-officiers qui désireront acqui-

rir ces ouvrages, toutes les facilités qu'ils jugeront convenables pour le paiement.)

LEGISLATION FRANÇAISE sur les MINES, MINÉRIES, CARRIÈRES, tourbières, salines, usines, établissements, ateliers, exploitations, où se traite la matière minière, tels que forges, hauts-fourneaux, lavoirs, etc., indiquant toutes les formalités à remplir par les exploitants et les industriels dans leurs rapports nécessaires avec l'administration, par A. RICHARD, avocat, ancien sous-préfet. 2 vol. in-8. Prix: 15 fr.

GEOGRAPHIE PHYSIQUE, HISTORIQUE ET

MILITAIRE, par LAVALÉE; ouvrage adopté par le ministre de la guerre pour l'Ecole de St-Cyr. 1 vol. in-12. Prix: 6 fr.

DICTIONNAIRE DE RECRUTEMENT, par M. SWANTON, capitaine au corps royal d'état-major, commandant le dépôt de recrutement et de réserve des Hautes-Alpes. 1 vol. in-8. Prix: 6 fr.

SOUS PRESSE

AIDE-MÉMOIRE PORTATIF à l'usage des OFFICIERS DU GÉNIE, par J. LAISNÉ, capitaine au corps

royal du génie, aide-de-camp de M. le général Daponthon; ouvrage couronné d'après l'avis du comité des fortifications, par M. le ministre de la guerre, et publié avec son approbation. 1 fort vol. in-12 avec 100 planches, renfermant la matière de 5 vol. in-8 ordinaires; SECONDE ÉDITION, revue, corrigée et considérablement augmentée par l'auteur. Prix: 12 fr.

NOTA. Ne pas confondre CETTE ÉDITION avec celle que l'on imprime en Belgique, et qui n'est qu'une REPRODUCTION FAUTIVE DE LA PREMIÈRE.

PROGRAMME DES THÉÂTRES.

ACAD. DE MUSIQUE. On commencera à 8 h.
La Vendetta.
Opéra en trois actes.
Paroles de MM. Léon et Adolphe, musique de M. H. de Rhoiz.
Mathéo Serda
Paolo Duprez
Spalazzi Masol
Crespo F. Prevost
Gamba Wartel
Un père Alizard
Maria Mesd. Widman
Flora Nathan.
2^e acte.
Mesd. Maria, Nathalie Fitz-James.
Le 5^e acte du
Bal de Gustave.
Ankström Levasseur
Warding Alexis
De Horn Prevost
Valet Hens
Oscar Mesd. Nau
La Comtesse Stoltz

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h. 30
Laurent de Médicis.
Trag. 5 a., de L. Bértrand.
Le duc Geoffroy
Laurent Duvallet
Strozzi Lockroy
Scoroudou Joanny
Le comte Brévaux
Pantouff Joannis
Pantouff Joannis
Un hussier Alexandre
Joanna mesd. Nublet.
Lacretia Théard
Vieux Célibataire.

TH. FRANÇAIS. On commencera à 7 h.